

OPINION. Après quelques mois d'existence, premier bilan pour le site «Lesobservateurs.ch» du professeur Uli Windisch

«Un coup de pouce à notre fédéralisme»

Gilles Berreau

Ardent défenseur des droits populaires et du fédéralisme, que pense le professeur de sociologie et chroniqueur genevois Uli Windisch de la naissance en Valais de l'association «Sauvons la Suisse ! Sauvons le fédéralisme !» ?

Quel écho enregistre son site politique lesObservateurs.ch, lancé en février dernier ?

Que pense cet auteur d'une quinzaine d'ouvrages consacrés principalement aux spécificités politico-culturelles de la Suisse de l'initiative de l'ASIN sur les accords internationaux ? Pourquoi le directeur du programme du Master et de l'Ecole doctorale en communication et médias de l'Université de Genève croit-il que notre fédéralisme est en danger ? Autant de questions auxquelles Uli Windisch répond cette semaine depuis son bureau à l'Uni-Mail de Genève.

FLASH : «Nous enregistrons 5000 à 6000 visites hebdomadaires»

Nageant à contre-courant dans l'univers médiatique romand, votre site lesobservateurs.ch parvient-il à trouver son public ?

«J'ai simplement voulu un petit média relayant un courant de pensée. Car nous n'avons pas la même situation qu'en Suisse alémanique où vous trouvez des journaux libéraux de droite qui n'ont pas leur équivalent en Suisse romande. C'est un petit projet. Néanmoins, malgré nos moyens limités, nous enregistrons entre 5000 et 6000 visites hebdomadaires et 15'000 à 16'000 pages sont lues chaque semaine. Et nous avons reçu plus de mille commentaires, alors que nous sommes encore en phase de lancement.»

Vos cibles privilégiées sont les écologistes, dont Weber. Votre site n'est-il pas en train de se «valaisaniser» dans ces thématiques, à défaut de percer sur la scène romande.

«Non, car seuls trois ou quatre des 200 papiers publiés sur lesobservateurs.ch concernent le Valais et plus particulièrement les résidences secondaires.»

Les deux journalistes qui ont lancé le site avec vous ont claqué la porte. L'un d'eux parle d'un blog d'amateurs plutôt que qu'une plate-forme médiatique" et d'une ligne trop monothématique où les avis divergents n'auraient pas droit de citer. Un comble pour vous, pourfendeur de la pensée unique...

«Ce site a demandé plus de travail que d'aucuns l'imaginaient. Mais parler de monothématique fait sourire. A ce jour, nous avons une vingtaine de contributeurs que nous avons invités ou qui ont proposé leurs services. L'idée est de développer encore ce réseau avec trente à quarante plumes et pas prioritairement avec des journalistes.»

Votre collaboration avec l'homme d'affaires Tito Tettamanti, propriétaire de la Basler Zeitung, se limite-t-elle au lancement des observateurs.ch ?

«J'ai connu Tito Tettamanti dans le cadre de l'organisation de colloques pour lesquels je lui proposais des penseurs qui interviennent lors de ces rendez-vous complémentaires très intéressants. Et nous allons continuer.»

En Suisse romande ?

«Après un récent colloque à Zürich sur la pluralité des médias, nous allons développer ces rendez-vous en Suisse romande. Il s'agira d'un groupe de réflexion, d'un courant de pensée débouchant sur des réunions et conférences, elles-mêmes complétées par des publications.»

FLASH : «Des cantons se sentent marginalisés»

Que pensez-vous de l'association, «Sauvons la Suisse ! Sauvons le fédéralisme !» lancée en Valais afin de contrer les multiples attaques qui s'abattent sur le Valais et d'autres cantons, en matière d'aménagement du territoire, d'énergie, de paysannerie et d'urbanisme ?

«On touche clairement aux fondements les plus essentiels du système politique suisse ; la démocratie directe, le fédéralisme. Et au fait qu'en Suisse nous sommes pragmatiques et nous tenons compte de toutes les régions et minorités. Or, il faut constamment veiller à ce que l'équilibre entre ces différents critères soit maintenu par un système homéostatique.»

Un exemple de déséquilibre ?

«Celui du Tessin mettra le système suisse en danger, si l'on n'y prend pas garde. Les Tessinois se sentent marginalisés, mis à l'écart face à toute une série

de problèmes. Idem avec le Valais. On voit clairement un fossé entre certains cantons urbains et par exemple le Valais, les Grisons.»

Notre fédéralisme est-il vraiment en danger ?

«Le fédéralisme est une dimension constitutive et une centralisation trop marquée pourrait créer de graves problèmes. Si tout à coup, comme certains le souhaitent, les villes avaient les pleins pouvoirs, cela créerait de très fortes tensions.»

L'initiative de l'ASIN exige que le peuple s'exprime sur les accords internationaux importants. La double majorité peuple – canton ne risque-t-elle pas de museler notre diplomatie ?

«Difficile de dire jusqu'où il faut aller avec cette double majorité, sur tous les problèmes. Cette initiative propose une consultation populaire sur des sujets importants. Berne nous dit : «nous sommes freinés par le peuple.» Il faut alors rappeler qu'en 1992, le peuple a dit non à l'EEE. Il faut faire avec. Cette initiative rappelle que la consultation du peuple en Suisse est quelque chose d'essentiel. Il ne faut surtout pas donner l'impression au peuple qu'à Berne, ils font comme ils veulent.»

Vous parlez de fossé entre la classe politique et les médias d'un côté, et la base populaire de l'autre. Ce fossé est-il quantifiable ?

«En Suisse, nous avons la chance unique de pouvoir prouver et vérifier cela lors des votations, par exemple lorsque le gouvernement propose le oui, que les médias soutiennent ce oui, mais que le peuple dit non.»

Que répondre à ceux qui avancent l'argument selon lequel trop de démocratie tue la démocratie ?

«C'est faux. Lorsque le peuple suisse refuse six semaines de vacances, quel bel exemple de maturité politique ! Quel autre pays aurait enregistré pareil résultat ? En étant consulté sur beaucoup de sujets, une pratique politique s'est développée en Suisse, comme nulle part ailleurs.»